

Communiqué de presse, 18 juin 2025

La création d'une plateforme et l'ouverture de négociations grâce à la mobilisation de plus de 500 enseignant·es

Suite au rejet par le Grand Conseil de la pétition « Pour plus de moyens en 1-2P », les enseignant·es 1-2P, mais également des autres degrés, se sont fortement mobilisé·es pour défendre la qualité de l'école publique. Cette journée du 16 juin, avec comme point d'orgue la manifestation à Lausanne, a démontré que tou·tes les professionnel·les de l'école sont concerné·es par l'entrée en scolarité et demandent que des mesures concrètes soient mises sur la table par le Département dès le 17 juin. Ces revendications ont été entendues avec la création d'une plateforme et l'ouverture de négociations.

Il y a une année, un collectif lançait une pétition qui demande plus de moyens pour les classes de 1-2P. Après des mois de procédure parlementaires, le Grand Conseil l'a finalement balayée, blessant au passage les enseignant·es, les élèves et leurs parents, par certains propos irrespectueux. Convaincu que les problèmes ne disparaissent pas avec le classement d'une pétition, les trois syndicats ont appelé le terrain à se mobiliser pour visibiliser les difficultés rencontrées dans les classes.

Ce 16 juin, la couleur verte, en signe de ralliement et de respect envers les « crapauds », était prédominante dans ce rassemblement. Les plus de 500 professionnel·les réuni·es devant le DEF, ont arboré des banderoles avec des situations vécues dans les classes. Ces témoignages, diffusés également sur les réseaux sociaux, ont eu pour but d'exposer la situation grave et urgente des classes 1-2P du canton. Sous une pluie de crapauds en origami, le personnel enseignant présent a déposé une lettre ouverte, adressée au Chef du Département Frédéric Borloz, afin de réitérer le besoin urgent de moyens supplémentaires.

Les coassements du lundi 16 juin marquent un tournant dans la mobilisation. Les enseignant·es 1-2P ne sont plus seul·es, c'est toutes les actrices et tous les acteurs de l'école qui ont rejoint le mouvement. L'entrée en scolarité doit devenir une priorité avec des ressources adaptées à la réalité des classes. Cette mobilisation ne faiblira pas, mais une première étape positive avec la DGEO a pu être entamée ce 17 juin. En effet, une plateforme, qui réunira tous les partenaires de l'école, discutera des problématiques de cette entrée à l'école. Ces moments interviendront trois fois durant l'année scolaire prochaine. Ils seront suivis de négociations spécifiques avec les syndicats, en particulier sur nos revendications. Ces derniers saluent l'ouverture de ce dialogue et se réjouissent des futures mesures proposées.